

## **L'AQIS lance un ultimatum au gouvernement en lien avec les besoins en déficience intellectuelle**

**Montréal, le 8 juin 2017** - L'Association du Québec pour l'intégration sociale (AQIS) a participé hier, le mercredi 7 juin 2017, à une conférence de presse à l'Assemblée nationale, en compagnie du député de St-Jean M. Dave Turcotte (PQ), d'associations travaillant en déficience intellectuelle, ainsi que de parents d'enfants ayant une déficience intellectuelle.

Lors du point de presse, M. Turcotte a souligné le manque de volonté politique du gouvernement face aux demandes répétées réclamant un réinvestissement en déficience intellectuelle. Rappelons que M. Turcotte avait déposé une motion en chambre le matin même afin de demander un réinvestissement en déficience intellectuelle. La motion unanimement supportée par les partis d'opposition a été rejetée par le Parti libéral.

Lors du point de presse, Mme Stéphanie Cloutier, mère d'une jeune fille ayant une déficience intellectuelle, a expliqué les différentes problématiques qu'elle a rencontrées depuis la naissance de sa fille. Entre les listes d'attentes interminables avant l'accès à des services de base, l'absence de services continus ou encore la privatisation de certains services indispensables comme les évaluations cliniques pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, la vie des familles est difficile.

Mme Anik Larose, directrice de l'AQIS a souligné que les problématiques exposées par Mme Cloutier étaient symptomatiques d'une situation plus large à travers la province, ce qu'elle qualifie « d'abandon de la déficience intellectuelle » par le gouvernement du Québec. L'AQIS n'a cessé de répéter que les politiques d'austérité nuisaient aux plus vulnérables et avaient un impact particulièrement marqué sur les personnes ayant une déficience intellectuelle et leur famille.

L'AQIS a également profité du point de presse pour appeler à la mobilisation du milieu de la déficience intellectuelle, des familles, ainsi que des intervenants dans le réseau de la santé et des services sociaux. « Il faut que le gouvernement comprenne qu'il est impératif d'avoir un plan d'action et un investissement significatif en déficience intellectuelle », a lancé Mme Larose.

La première étape de la mobilisation annoncée est marquée par le lancement d'une pétition instiguée par Mme Cloutier, membre de l'AQIS et du Regroupement pour la trisomie 21. La pétition est disponible en ligne au [www.jappuieladi.ca](http://www.jappuieladi.ca).

Soulignons que le lancement de la pétition et l'ultimatum au gouvernement s'inscrivent dans un contexte où un article de Radio-Canada sur les besoins des personnes handicapées a mis en lumière les graves lacunes en termes de services et de budgets alloués. Un reportage diffusé sur la première chaîne de Radio-Canada le 7 juin 2017 exposait quant à lui les graves problématiques vécues par les familles.

« La ministre peut elle-même régler cette question-là d'ici l'été. Mais sinon, elle peut être assurée que les parents du Québec lui lanceront un message partout cet été et l'attendront cet automne pour lancer le cri du cœur de ces parents » a conclu M. Turcotte.